

POLITIQUE À GÉOMÉTRIE VARIABLE

**L'ex-Préfet d'Abidjan et le Maire Sylvestre Emmou :
Deux figures d'un même populisme mensonger**

Analyse politique et éthique d'un comportement contradictoire et indigne face au déguerpissement




Le déguerpissement : Une politique d'État assumée

Une mesure légale et nécessaire

Le déguerpissement des populations installées sur des sites illicites ou à risque est une politique publique d'urbanisme exercée par l'État ivoirien dans le cadre strict de la loi.

! Point crucial : Les autorités locales (dont les maires) sont systématiquement informées en amont via des listes officielles des sites concernés.

Objectifs de la politique

-  Protéger les populations contre les risques naturels (inondations, glissements de terrain).
-  Assainir le tissu urbain et réduire l'habitat précaire dans les zones non constructibles.
-  Libérer les emprises foncières nécessaires aux projets d'infrastructure d'intérêt public.

Sylvestre Emmou : Le complice silencieux devenu défenseur bruyant

 Il savait. Il a signé. Il se tait sur ce point.

Ce qu'il savait (Le rôle institutionnel)

- ✓ En tant que Maire de Port-Bouët, il est un acteur institutionnel de premier plan.
- ✓ Il a reçu la **liste officielle des sites** devant faire l'objet de déguerpissements sur sa commune.
- ✓ Il avait la capacité d'agir, d'alerter et d'accompagner les populations concernées en amont.

Ce qu'il fait (La posture actuelle)

- ✗ Il a choisi le **silence institutionnel** au moment où il aurait pu agir.
- ✗ Aujourd'hui, il adopte une posture de défenseur outré des populations déguerpies.
- ✗ Il tente de se dédouaner de sa propre inaction institutionnelle.

"Une posture de défenseur des populations... qu'il aurait pu accompagner s'il avait agi en temps utile."

L'ex-Préfet d'Abidjan : Le technocrate de l'ordre

”

« Construisez dans le désordre, l'État viendra y mettre de l'ordre en détruisant. »



Adversaire du précaire

En fonction, il incarnait la rigueur de l'État et affichait une opposition ferme à la prolifération des quartiers précaires.



Légitimation de l'autorité

Le déguerpissement était présenté et assumé comme un acte d'autorité légitime et nécessaire pour l'ordre urbain.







Refus du populisme

Il se tenait délibérément à l'écart de la politique politicienne. Sa rigueur avait au moins le mérite de la cohérence.




Le mensonge de Sylvestre Emmou : Savoir et feindre l'ignorance

L'hypocrisie institutionnelle à son comble

Ce qu'il savait (La Réalité)

-  Il a reçu la liste officielle des sites à déguerpir
-  Il avait le devoir d'informer les populations
-  Il était partenaire institutionnel du processus
-  Il a gardé le silence au moment opportun

Ce qu'il fait aujourd'hui (La Posture)


-  Il joue l'indignation devant les caméras
-  Il accuse l'État de brutalité
-  Il se pose en victime et en défenseur
-  Il parle fort quand les caméras sont là

Ce comportement constitue un **mensonge par omission** doublé d'une **exploitation cynique de la détresse humaine**.

Il est d'autant plus grave qu'il émane d'un élu local dont la mission première est de protéger ses administrés.

Anatomie du populisme opportuniste à deux visages

Deux acteurs, un même schéma

Caractéristique	 Ex-Préfet d'Abidjan	 Sylvestre Emmou (Maire)
Connaissance préalable	Promoteur du déguerpissement	Destinataire de la liste officielle
Posture passée	Adversaire des quartiers précaires	Silence complice
Posture actuelle	Défenseur autoproclamé des déguerpis	Défenseur outré et indigné
Motivation réelle	Reconquête de visibilité politique	Capital électoral et populaire
Méthode	Retournement de veste sans explication	Mensonge par omission et feinte
Qualification	Populisme de reconversion	Hypocrisie institutionnelle

Ces deux figures incarnent le **populisme de façade** : s'approprier la souffrance d'autrui pour masquer l'absence de projet et de cohérence.

Jugement éthique : Une double imposture indigne de l'État

Les exigences déontologiques

Un haut fonctionnaire ou un élu local est soumis à des obligations qui ne s'éteignent pas avec la fin de ses fonctions ou l'opportunité politique :

Cohérence de la parole publique

On ne peut défendre une politique puis en devenir le contempteur sans explication ni repentir.

Responsabilité morale

Les déguerpissements cautionnés ou non anticipés ont des conséquences humaines réelles et documentées.

Respect de la mémoire institutionnelle

Les actes, déclarations et notifications officielles sont des archives publiques vérifiables.

La double faute

En adoptant une posture de défenseur sans reconnaître leur part de responsabilité, ils commettent :

1. L'imposture intellectuelle

Nier ce qu'ils ont dit, fait ou signé lorsqu'ils étaient aux responsabilités.

2. L'exploitation cynique

Utiliser la détresse et la misère des populations comme carburant politique et électoral.

La métaphore qui s'impose : « Avaler son vomi »

L'expression populaire traduit avec une précision saisissante ce comportement : **revenir sur des positions non seulement défendues, mais activement mises en œuvre**, sans la moindre justification intellectuelle ou morale.

1

L'absence de conviction

Leurs positions d'hier n'étaient pas des convictions profondes, mais de simples postures de circonstance liées à leur fonction.

2

Le primat de l'intérêt

Le changement de cap est dicté non par une évolution de la pensée, mais par le calcul politique le plus élémentaire.

3

Le mépris des populations

Les déguerpis ne sont pas des citoyens à défendre sincèrement, mais des instruments à utiliser pour se reconstruire une image.

« Pauvre ex-Préfet. Pauvre Maire. Riches en contradictions. »

Réponse du RHDP : La vérité comme fondement

Ce que rappelle Lama Bénioit Akpa face à ces comportements



Rappel des faits de 2020

L'ex-Préfet était aux côtés de la CNT, structure illégale ayant servi de paravent aux mots d'ordre insurrectionnels et contribué aux violences post-électorales.



Bilan du RHDP depuis 2011

Reconstruction du pays, dialogues politiques institutionnalisés, réformes du code électoral et libertés publiques élargies (expression, presse, manifestation).



Appel à l'équité mémorielle

Reconnaître les avancées ne veut pas dire taire les défis, mais cela suppose de ne pas réécrire l'histoire ni d'oublier ses propres responsabilités.

« La paix se construit aussi avec la vérité et la responsabilité de tous les acteurs. »

— Lama Bénioit Akpa

Conclusion : Le populisme enfantin comme impasse politique

Une pathologie politique bien connue : le populisme de façade

Ce comportement est qualifié d'**enfantin** non par condescendance, mais parce qu'il révèle une immaturité politique fondamentale : croire que les citoyens ont la mémoire courte, que les archives n'existent pas, et que la détresse humaine peut être recyclée en capital électoral sans que personne ne s'en aperçoive.

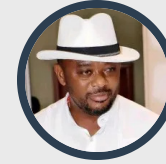
La crédibilité en politique se construit sur la durée, la cohérence et la responsabilité assumée. Elle ne se décrète pas par un simple changement de costume.

Un ex-fonctionnaire qui retourne sa veste sans explication, un maire qui feint l'ignorance sur ce qu'il a signé — ni l'un ni l'autre ne mérite la confiance des populations qu'ils prétendent défendre.

Récapitulatif : Les deux visages de deux mêmes hommes



Ex-Préfet Tra Bi Irié



Maire Sylvestre Emmou

	Hier (En fonction / Rôle institutionnel)	Aujourd'hui (Posture politique)
Position sur les déguerpis (Ex-Préfet)	Adversaire — « Construisez dans le désordre... »	Défenseur autoproclamé
Rapport au populisme (Ex-Préfet)	Distance affichée, refus de la démagogie	Discours démagogique assumé
Niveau d'information (Maire Emmou)	A reçu la liste officielle des sites à déguerpis	Feint la surprise et l'indignation publique
Devoir institutionnel (Maire Emmou)	Devait informer et accompagner les populations	Accuse l'État qu'il représentait dans le processus
Motivation réelle (Les deux)	Devoir institutionnel	Reconquête de visibilité et capital électoral
Éthique (Les deux)	Cohérence fonctionnelle (relative)	Opportunisme cynique et mensonger

Verdict : Une politique à géométrie variable, symptôme d'un **populisme enfantin** et d'une **absence totale de conviction**.

La traversée du désert : Le terreau du retournement

L'inactivité politique comme catalyseur

Après sa sortie des fonctions préfectorales, l'ex-Préfet d'Abidjan a connu une longue période d'effacement de la scène publique.

Cette « traversée du désert » — marquée par la perte de visibilité, de tribune et d'influence — a profondément modifié ses calculs politiques.

Le revirement spectaculaire :

- La détresse des populations déguerpies devient un **levier de reconquête de l'espace public**.
- Son discours d'autorité d'antan est remplacé par une **rhétorique victimaire**.
- Son engagement aux côtés de la **CNT en 2020** (structure illégale) révèle une dérive vers l'opposition insurrectionnelle.



La reconquête de l'espace public : de l'uniforme préfectoral à la tribune politique.

Un schéma classique d'opportunisme




Le politicien populiste, défenseur des déguerpis



Sylvestre Emmou : de la gestion institutionnelle à la posture d'indignation publique.

Le retournement de veste consommé

Aujourd'hui reconvertis en acteurs politiques ou en quête de capital électoral, ils adoptent une posture opposée à celle qu'ils incarnaient hier.

-  **Des prises de position publiques** en faveur des déguerpis, instrumentalisant leur détresse à des fins de visibilité.
-  **Une rhétorique victimaire** qui contraste avec le discours d'autorité ou le silence d'antan.
-  **Un appel solennel** à la réconciliation et au dialogue, oubliant leurs propres responsabilités passées.